

Consommation durable



Illustration 1: Vue d'un commerce alimentaire de détail actuel.

Notre vision pour une consommation durable

Ce qui est maintenant normal, ce sont des denrées produites, commercialisées et consommées de manière durable et respectueuse des animaux.

Tous les consommateurs-trices ont accès à des quantités suffisantes de denrées alimentaires saines, sûres, abordables, produites de manière durable et en respectant les animaux ainsi qu'à de l'eau potable propre.

Les conditions de base pour cela sont une politique alimentaire globale et un marché qui garantissent une économie alimentaire écologique, transparente, respectueuse des animaux et équitable.

Coire, DATE

Denken in der Wertschöpfungskette. Dialogue entre la fourche et la fourchette.

Bergheimat | Bio Suisse | Biovision | Birdlife | Demeter | FiBL | IP Suisse | KAGfreiland | Kleinbauern - Vereinigung | Stiftung für Konsumentenschutz | Mutterkuh Schweiz | Pro Natura | Pro Specie Rara | Schweizer Tierschutz | Slow Food | Stiftung Landschaftsschutz Schweiz | Vier Pfoten | Vision Landwirtschaft | WWF Schweiz

Résumé

L'agriculture et l'agroalimentaire sont responsables de 30 % de l'ensemble des impacts environnementaux de la Suisse. Une grande partie d'entre eux est causée par la consommation et la production de produits animaux. Bien que les moyens financiers ne manquent pas, il n'y a toujours pas de conditions-cadres pour une consommation durable et un tournant agroécologique n'est toujours pas en vue. La production agricole doit être plus respectueuse de l'environnement et les systèmes agroécologiques existants doivent être encouragés. Du côté des consommateurs, ces systèmes doivent être compris, acceptés et favorisés. Il est indispensable d'avoir des prix et des filières de création de valeur transparents pour que l'argent des consommateurs-trices soit retransmis aux producteurs-trices. Un cadre alimentaire durable ne peut être mis en place que s'il devient une priorité politique. L'action commune doit être au premier plan au lieu de reporter la responsabilité sur l'individu. Le but de l'Alliance Agraire est une alimentation saine dans laquelle les produits respectueux des animaux et les pratiques commerciales équitables sont la norme. Si l'alimentation, et avec elle la consommation et la production, suivait le modèle de la pyramide alimentaire, ce serait un bien pour l'environnement et la santé de la population.

Sommaire

Situation initiale	4
Pourquoi une consommation durable est importante	4
Interactions multiples entre la consommation et la production	5
Ce qui est plus sain est aussi plus durable	6
La politique peut poser des jalons et donner des repères – si elle veut	8
Les avantages de positionnement sont importants pour les produits durables	9
On exige trop de la part de consommateurs-trices trop sollicités	10
Responsabilité commune	11
Une politique intégrée pour une consommation saine et une production durable	11
Acteurs du marché: La nouvelle norme doit être «davantage de produits durables sur les rayons»	13
Le pouvoir des consommateurs-trices est limité mais important	13
Buts pour une production durable et une consommation saine	14
Exigences de l'Alliance Agraire	15
Mesures structurelles	15
Mesures d'accompagnement	16
Littérature supplémentaire:	18

Impressum

Le présent document a été rédigé par le Groupe Consommation. Il explique les positions de l'Alliance Agraire et montre des voies vers une consommation plus durable.

La Commission de l'Alliance Agraire a adopté ce document le 14 septembre 2021.

Éditeur

Agrarallianz / Alliance Agraire
Kornplatz 2
7000 Chur

Rédaction: Martin Bossard (Coprésident de l'Alliance Agraire), Daniel Langmeier (Biovision) et Alex von Hettlingen (Fondation pour la protection des consommateurs).

Situation initiale

Les objectifs des Nations Unies pour le développement durable (SDG's) prévoient sept types d'objectifs pour un approvisionnement sûr et durable en denrées alimentaires¹. Ces objectifs peuvent être atteints si tous les acteurs du secteur agricole et agroalimentaire fournissent une contribution avec les consommateurs-trices. Il faut ce faisant donner la priorité au développement commun d'une agriculture suisse plus écologique, plus équitable, plus durable et plus respectueuse des animaux. C'est aussi ce que demandent les consommateurs-trices en tant que citoyens-nes. On l'a bien vu avec les différentes initiatives concernant l'agriculture qui ont été lancées ces dernières années et sont passées en votation ou vont encore l'être. Les documents de prises de position de l'Alliance Agraire – entre autres (disponibles en allemand) sur le bien-être animal ou les pesticides – montrent où la chatte a mal au pied et comment il est possible de réaliser des améliorations.

L'absence de véracité des coûts étant un obstacle important sur la voie vers une consommation durable, il est absolument indispensable de l'instaurer dans les domaines centraux que sont le bien-être animal, le climat et la biodiversité.

Il manque à la politique agricole la volonté et le mandat d'injecter ses quelque 3,7 milliards de francs dans le tournant agroécologique. Des changements politiques sont nécessaires sur le plan de la protection de l'environnement et du climat. Il est indispensable de viser une production respectueuse des animaux ainsi qu'une réduction des pesticides, de l'azote et des antibiotiques. La demande des consommateurs-trices pour des produits écologiques, équitables, durables et respectueux des animaux est un autre grand défi.

Le présent document de prise de position de l'Alliance Agraire montre pourquoi les consommateurs-trices, dans les conditions-cadres actuelles, n'exercent et ne peuvent pas exercer davantage de contrepoids, où il faut chercher les leviers politique et quelles mesures sont à même d'encourager une consommation durable.

Pourquoi une consommation durable est importante

L'agriculture et l'agroalimentaire sont responsables de 30 % de l'ensemble des impacts environnementaux de la Suisse^{2, 3}. La production végétale pollue l'environnement surtout par l'utilisation de pesticides ainsi qu'en polluant le sol et les eaux. Les produits animaux engendrent plus de 40 % de cette pollution de l'environnement (Illustration 2). La production et la consommation des produits

¹ Voir le [site internet de l'ONU](#) sur les objectifs de développement durable.

² Programme national de recherche PNR 69, Alimentation saine et production alimentaire durable: Modélisation pour un système agro-alimentaire durable, Dr Birgit Kopainsky, Flury & Giuliani GmbH, Zürich
https://www.healthysustainable.ch/sites/default/files/file-items/2020-07/PNR69_Systeme_agro-alimentaire_durable_FR.pdf

³ OFEV, «Choix de consommation et environnement», lien: <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/economie-consommation/info-specialistes/consommation-durable/choix-de-consommation-et-environnement.html>

animaux provoquent en proportion la plus grande partie des impacts environnementaux. Des surfaces énormes, souvent à l'étranger et en partie sur défrichages de forêts primaires, sont utilisées pour la production d'aliments fourragers alors qu'elles pourraient aussi servir pour l'alimentation humaine. La production agricole intensive engendre des surplus de nutriments et provoque une surfertilisation généralisée de surfaces sensibles⁴.

La production agricole doit être conçue de manière plus respectueuse de l'environnement, et les systèmes agroécologiques existants comme la production PI, Demeter ou bio, mais aussi fairtrade, doivent être encouragés. Ils montrent en effet qu'une production plus respectueuse de l'environnement est possible. Du côté des consommateurs, ces systèmes doivent être compris, acceptés et favorisés.

Interactions multiples entre la consommation et la production

Il y a en Suisse du côté des consommatrices et des consommateurs une demande pour des denrées issues de production écologique et respectueuse des animaux. Avec une consommation annuelle par habitant de 330 francs (en 2018) de produits bio et de plus de 100 francs (en 2018) de produits fairtrade (y.c. produits non food comme les fleurs par exemple)⁵, la Suisse se trouve même au premier rang du classement mondial.

En ce qui concerne les denrées issues d'une production respectueuse des animaux, leur part de marché dans le commerce de détail se situe entre 8 % (poulet), près de 15 % (lait), un peu plus de 30 % (bœuf, porc) et 80 % (œufs). Cette proportion est cependant encore très basse dans la consommation hors-domicile, et cela bien qu'environ 50 % de la viande soit consommée hors domicile⁶.

Une étude britannique⁷ arrive à la conclusion que la production mondiale de sucres, d'huiles, de graisses et de céréales dépasse les recommandations du Harvard University Healthy Eating Plate

⁴ Communiqué de presse de la Commission fédérale de l'hygiène de l'air CFHA du 20.11.2020: Les milieux naturels toujours soumis à des charges excessives d'azote. <https://www.ekl.admin.ch/fr/documentation/communiqués-de-presse/les-milieux-naturels-toujours-soumis-a-des-charges-excessives-dazote>

⁵ Swiss Fair Trade (2019): Chiffre d'affaires en Suisse – Nouveau record. <https://www.swissfairtrade.ch/fr/fair-trade/chiffres-daffaires-en-suisse/>

⁶ Rapport agricole 2015: <https://2015.agrarbericht.ch/de/markt/marktentwicklungen/ausser-haus-konsum-in-der-schweiz>

⁷ <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0205683>

Model. Et en même temps on produit trop peu de protéines végétales, de fruits et de légumes (**Illustration 3**). Ces résultats se recourent avec les ordres de grandeur des études suisses correspondantes.

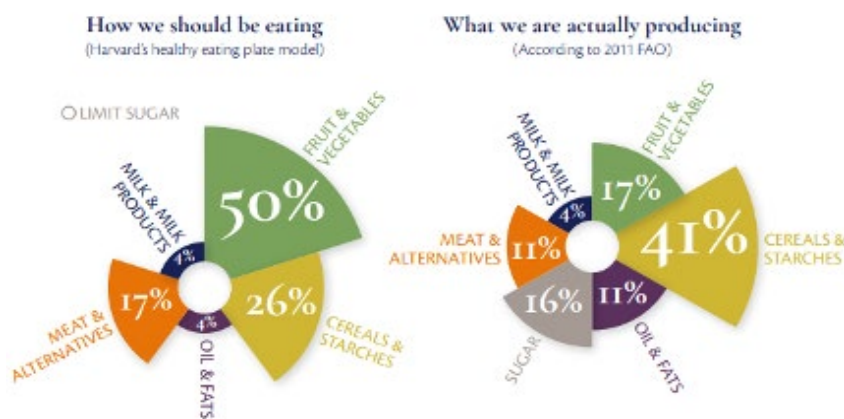


Abbildung 2: Globale Produktion von Lebensmittel (r) sowie empfohlene Zusammensetzung für eine gesunde Ernährung (l). Quelle: Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition

La moitié des denrées alimentaires consommées en Suisse provient de l'étranger. Les déficits physiologico-nutritionnels peuvent théoriquement être compensés par des importations. Et ce fait a pour conséquence que les changements dans la production suisse n'influencent pas automatiquement la consommation. Pour que la consommation puisse devenir plus durable et plus saine, il faut pour cette raison aussi une réglementation adéquate des importations – en relation avec les conditions de la production agricole, du stockage, des transports ainsi qu'avec les caractéristiques physiologico-nutritionnelles.

Ce qui est plus sain est aussi plus durable

La recherche a calculé différents scénarios et discuté plusieurs possibilités d'action. Agroscope, INFRAS et la HAFL ont présenté dès 2013 des calculs modélisés pour un «ÖkOpt»^{8, 9}, un scénario qui permet de respecter les objectifs environnementaux pour l'azote. Selon ce scénario, la Suisse ne cultiverait plus d'aliments fourragers sauf de l'herbe et n'utiliserait plus d'aliments fourragers produits à l'étranger. Agroscope avait aussi simulé une reconversion totale à l'agriculture biologique en utilisant le modèle SWISSLand¹⁰. Les travaux susmentionnés sont centrés sur la production, et leurs analyses des changements nécessaires au niveau de la consommation sont très superficielles. D'autres études arrivent quant à elles à des conclusions claires au sujet des importations,

⁸ Reutimann, Heldstab & Leippert, 2013: Stickstoff in der Land- und Ernährungswirtschaft. Stickstoffflüsse, Verluste und Reduktionspotenziale

⁹ Sutter, Menzi & Reidy, 2013: Ökologische Optimierung des landwirtschaftlichen Produkteportfolios (ÖkOpt)

¹⁰ Mann, S.; Ferjani, A.; Zimmermann, A.; Mack, G.; Möhring, A.; Reckenholz-Tänikon, F. A. Wie sähe ein Bioland Schweiz aus? Agrarforschung Schweiz 2013, 6.

de la consommation de viande, du rôle du gaspillage alimentaire et du taux d'autoapprovisionnement.

Le FiBL a publié des travaux importants sur l'alimentation du monde avec des produits bio¹¹. Il est vrai que, selon eux, le passage à une production agricole 100 % biologique nécessiterait davantage de surfaces, mais aussi qu'il diminuerait les surplus d'azote et les quantités de pesticides. Si on la combine avec une diminution du gaspillage de denrées alimentaires et de la concurrence alimentaire exercée par la production d'aliments fourragers sur des terres arables et avec une réduction correspondante de la production et de la consommation de produits animaux, les besoins en surface de l'agriculture biologique restent cependant en dessous du scénario de référence. Et d'autres indicateurs comme les émissions de gaz à effet de serre s'améliorent aussi. Les systèmes alimentaires durables doivent aussi tenir compte des questions des déchets et des interactions entre les cultures, les herbages, les animaux et la consommation humaine.

Le secteur agricole et agroalimentaire doit poursuivre son développement si on veut pouvoir diminuer l'empreinte écologique comme cela est nécessaire. Il est important d'augmenter la proportion des produits labellisés (c.-à-d. bio avec le Bourgeon de Bio Suisse et PI avec la coccinelle d'IP-SUISSE). Il est en outre important de réaliser des améliorations dans la transformation (diminution de la consommation d'énergie et d'eau), les emballages (grandeurs des portions, déchets de plastique) et les transports. S'y rajoute encore la diminution des pertes de denrées alimentaires et de la consommation de viande issues de productions non durables.

¹¹ Muller et al., 2017: Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture

La sur- et malconsommation de denrées alimentaires provoque d'énormes coûts induits écologiques et sanitaires. Une alimentation saine et équilibrée se trouve donc au centre des recommandations pour une consommation durable. En Suisse cela correspond à la pyramide alimentaire de la Société Suisse de Nutrition (SSN)¹².



Illustration 3: Greenpeace combine les principes de la SSN avec ceux d'un secteur agricole et agroalimentaire climatiquement neutre et présente dans la vision TP une production respectueuse des animaux et écologique en Suisse (Source : [Greenpeace 2019](#)) {MP : grün markiert : ich finde das nicht auf F}

La politique peut poser des jalons et donner des repères – si elle veut

Le rôle des consommateurs-trices est jusqu'ici largement ignoré par la politique. Ils ne sont ni perçus ni considérés comme des acteurs du marché égaux en droits. Même les exigences de base en matière de transparence, d'information et de normes ne sont pas prises en compte. Du point de vue du changement climatique, de la perte de biodiversité et des conséquences menaçantes tant pour la santé de la population que pour l'agriculture, la politique agricole doit être repensée et reconçue de manière plus globale.

¹² Voir la Pyramide alimentaire suisse, [Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires](#).

La volte-face nécessaire en direction d'une agriculture respectueuse de l'environnement, du climat, des ressources et des animaux ne se fait que lentement le long de toute la filière de création de valeur. La politique en général, et agricole en particulier, ne peut plus continuer de se focaliser sur la production et la transformation, mais elle doit aussi tenir compte des consommatrices et des consommateurs et de leur santé^{13, 14}.

C'est suite à l'ajournement de la Politique agricole 2022+ par le parlement que cette thématique a été prise au sérieux pour la première fois. Le postulat 20.3931 déposé en même temps exige entre autres un élargissement de la politique agricole en direction d'une politique globale pour une alimentation saine et une production alimentaire durable. L'OFAG a institué un groupe de travail. Un rapport est attendu pour 2022.

Il faut déplorer le manque d'intégration dans les politiques prépondérantes: climat, agenda 2030 de l'ONU, (Swiss) Green Deal, politique alimentaire, biodiversité, recherche, formation.

Les avantages de positionnement sont importants pour les produits durables

Le commerce de détail traque avec succès les clients dans le segment des prix supérieurs en utilisant les produits durables, les labels vendent des plus-values réelles, les relations B2B permettent des productions durables dans notre pays comme à l'étranger.

Savoir si le revenu (prix de vente final) est réparti équitablement tout le long de la filière de création de valeur de manière à ce que les coûts plus élevés dus à la production durable soient couverts à tous les niveaux est controversé et dépend du pouvoir commercial des acteurs du marché et de l'état actuel du marché. Plusieurs études de marché ont montré tout récemment que les marges plus grandes qui sont réalisées avec les produits labellisés n'arrivent pour la plupart pas jusqu'aux producteurs mais sont résorbées de manière opaque dans la filière de création de valeur. Les prix à la consommation quelquefois très élevés ne sont pas retransmis jusqu'au producteur. Les mécanismes du marché doivent donc être complétés par des mécanismes de transparence, de participation et d'équité qui veillent à ce que les consommateurs-trices paient des prix convenables et que la filière de création de valeur répartisse correctement ses marges.

Des études scientifiques (Agroscope 2020) ont confirmé que la demande pour les produits labellisés et bio est sensible aux prix, ce qui signifie que des petites modifications de prix pourraient provoquer des grandes modifications de la demande.

Les producteurs-trices qui font de la vente directe sont des modèles de ce point de vue puisqu'ils répercutent les coûts plus élevés de la production durable directement et avec transparence sur

¹³ PNR 69: [Alimentation saine et production alimentaire durable](#)

¹⁴ BMEL, Gutachten des Wissenschaftlichen Beirats für Agrarpolitik, Ernährung und gesundheitlichen Verbraucherschutz, 2020: [Politik für eine nachhaltigere Ernährung](#). Eine integrierte Ernährungspolitik entwickeln und faire Ernährungsumgebungen gestalten

leurs clients. Il faut aussi mentionner les initiatives d'agriculture solidaire, dans lesquelles les risques de pertes et de surplus de récoltes sont répartis solidairement entre les consommateurs-trices. En contrepartie ils peuvent participer à la planification des cultures et à la production des denrées alimentaires. Il faudra renforcer l'encouragement des modèles participatifs de ce genre.

On exige trop de la part de consommateurs-trices trop sollicités

Des changements de comportement simples permettent aux consommateurs-trices de diminuer les pollutions de l'environnement dues à l'alimentation et à l'agriculture. Par exemple en consommant peu de viande et en évitant le gaspillage alimentaire.

Des études de marché ont montré que les produits labellisés et bio sont en partie trop chers et positionnés à des prix rébarbatifs pour de nombreux consommateurs-trices. Diminuer les marges des intermédiaires commerciaux permettrait d'augmenter beaucoup les ventes¹⁵.

L'offre et les prix sont opaques; la publicité, les prix et les offres influencent les décisions que les consommatrices et les consommateurs doivent prendre x fois par session d'achats et en partie dans des situations de précipitation. Les labels perdent en force d'orientation et d'identification à cause de leur trop grand nombre et de la dilution supplémentaire par les nombreuses marques et lignes de produits.

De nombreuses informations comme la provenance des matières premières des produits transformés ou la déclaration de la valeur alimentaire sont lacunaire ou absentes. Les méthodes utilisées en production animale ne sont pas non plus déclarées, surtout dans le cas des produits importés.

Près de la moitié de la consommation de denrées alimentaires (en francs) se fait hors domicile, et ici les consommateurs-trices ne peuvent pas beaucoup influencer les provenances des produits et les méthodes d'agriculture. Il manque à la fois de la transparence (informations) et des offres (produits), et, en particulier dans le domaine des chaînes de restauration (cantines et réfectoires), les produits labellisés sont plutôt l'exception que la règle.

Il est frappant de voir la différence entre les intentions et les comportements réels des consommateurs-trices. Les bulletins de vote présentent souvent d'autres contenus que les tickets de caisse. Finger et Bartkowski¹⁶ avancent deux hypothèses pour ce phénomène: Soit les consommatrices et consommateurs ne sont pas conscients des conséquences que les produits qu'ils achètent exercent sur l'environnement et le bien-être animal, soit ils partent de l'idée que leur comportement d'achat n'a qu'une influence insignifiante sur l'environnement et le bien-être animal.

¹⁵ Agroscope selon un rapport de la PSA

¹⁶ Robert Finger, Bartosz Bartkowski: Warum wir anders einkaufen als wir wählen. Citation du [site internet](#), 20.6.2020

Et il y a bien sûr encore d'autres facteurs qui influencent la consommation. On mentionnera ici les options personnelles, la volonté de maîtriser ses comportements consuméristes ainsi que les normes et prises de conscience personnelles des problèmes. Ces facteurs influencent les quelque 200 décisions quotidiennes qui sont importantes pour l'alimentation.

Responsabilité commune

Une politique intégrée pour une consommation saine et une production durable

Une expertise réalisée par un groupe d'experts du Ministère fédéral allemand pour l'alimentation et l'agriculture¹⁷ a proposé 9 axes d'action pour la conception d'environnements alimentaires équitables et durables (Illustration 5):



Illustration 5: 9 axes d'action pour des environnements alimentaires équitables et durables (Source: [WBAE, 2020](#))

Santé – Social – Environnement – Bien-être animal		
<p>8</p> <p>Poursuivre le développement des systèmes agricoles</p> <p>«Éco et plus»</p>	<p>1</p> <p>Provoquer un changement de système dans l'alimentation dans les crèches et les écoles</p> <p>«Les enfants d'abord»</p>	<p>2</p> <p>Rendre la consommation des produits animaux mondialement supportable</p> <p>«Moins et mieux»</p>
<p>7</p> <p>Améliorer les installations publiques</p>	<p>9</p> <p>Politique intégrée pour une alimentation plus durable</p>	<p>3</p> <p>Utiliser les incitations par les prix</p>

¹⁷ Expertise du Wissenschaftlicher Beirat für Agrarpolitik, Ernährung und gesundheitlichen Verbraucherschutz (WBAE) beim BMEL, Juni 2020.

«Concevoir des grandes cuisines plus durables»		«Les prix doivent dire la vérité»
6 L'alimentation plus durable est la nouvelle norme «Calibrer les normes sociales»	5 Mettre à disposition des informations fiables «Créer des possibilités de choisir»	4 Permettre à tous une alimentation bonne pour la santé «Diminuer la pauvreté alimentaire»
Concevoir des environnements alimentaires équitables		

Le réseau Food Climate Research Network a évalué une série de mesures politiques et donné les recommandations suivantes¹⁸:

- + L'alimentation durable et saine doit devenir une priorité politique.
- + Les approches qui ont pour but d'amener les individus à des améliorations volontaires ont seulement des effets limités. L'action commune doit être au premier plan.
- + Malgré des avancées positives dans l'industrie alimentaire: Les conventions volontaires et la bonne volonté ne suffisent pas. Il faut des conditions-cadres légales à l'intérieur desquelles les initiatives privées fonctionnent et font effet.
- + Les gouvernements doivent gouverner: Les décideurs-euses politiques doivent créer un cadre réglementaire et fiscal solide pour des environnements alimentaires durables.
- + Les écoles sont un contexte très prometteur pour des interventions, et des interventions en milieu scolaire présentent des résultats positifs très prometteurs. Les préoccupations environnementales doivent être intégrées dans la planification et la réalisation des interventions.
- + Une combinaison d'approches – réglementaires, fiscales, volontaires, contextuelles et informationnelles – est nécessaire.
- + Les progrès doivent être rendus mesurables, et pour cela il faut investir du temps, de l'engagement et de l'argent.
- + L'action engendre l'évidence: L'inaction de la politique conduit à un manque d'évidence empirique. Des essais et des expérimentations qui reposent en particulier sur quelques-unes des approches fiscales et réglementaires politiquement plus exigeantes sont absolument indispensables.
- + Les mesures qui touchent la production et la consommation ainsi que les relations entre elles doivent être comprises et considérées ensemble, et les interventions doivent être conçues en tenant compte de ces aspects.
- + Il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur davantage de recherches plus approfondies.

¹⁸ Tara Garnett, Sophie Mathewson, Philip Angelides and Fiona Borthwick, 2015, Policies and actions to shift eating patterns. What works? A review of the evidence of the effectiveness of interventions aimed at shifting diets in more sustainable and healthy directions.

Acteurs du marché:

La nouvelle norme doit être «davantage de produits durables sur les rayons»

Vu que les acteurs de l'industrie alimentaire suisse exercent une grande influence sur la législation, ils sont appelés à permettre et à soutenir une consommation et une alimentation durables, mais aussi à poursuivre activement le développement des marchés en tenant compte des décisions politiques.

Dans le cadre de leurs propres offres, les acteurs du marché peuvent, en agissant sur la conception des produits et la construction des prix et en instaurant une transparence systématique et cohérente, contribuer à mettre en place des environnements alimentaires durables et ainsi permettre et favoriser activement des comportements d'achat et de consommation durables.

Les marges excessives réalisées sur les produits durables doivent être empêchées par des mécanismes adéquats et une plus grande transparence. Cela permettra à davantage de consommateurs-trices d'y accéder et aidera les producteurs-trices et les autres acteurs de la filière de création de valeur.

Le pouvoir des consommateurs-trices est limité mais important

Les consommateurs-trices ont une marge de manœuvre limitée. Les consommateurs-trices peuvent et doivent néanmoins mieux utiliser les marges de manœuvre et de décision dont ils disposent.

C'est surtout dans les domaines ci-après que les consommateurs-trices peuvent prendre davantage de responsabilités et influencer plus fortement l'économie alimentaire:

- + Appliquer les recommandations alimentaires, diviser par deux les consommations de viande de plus de 50 kg par personne et par année.
- + Éviter le gaspillage alimentaire.
- + Utiliser les possibilités d'informations sur l'écologie et les valeurs alimentaires et orienter ses comportements consuméristes de manière correspondante.
- + Utiliser resp. exiger d'utiliser l'offre en produits régionaux et respectueux des animaux pour la consommation hors domicile (restaurants, cantines, take-away, écoles, etc.).
- + Relativiser le potentiel d'économies réalisables sur les denrées alimentaires par rapport à celui qui existe dans les télécommunications, la mobilité, les loisirs, les assurances et l'habitation. (Les dépenses pour l'habitation et l'énergie représentent 14,7 %, les denrées alimentaires 6,3 %, les restaurants et cafés-restaurants 5,8 %, les caisses maladie 6,2 %, les distractions / télécommunications 5,8 %¹⁹).

¹⁹ Voir l'Office fédéral de la statistique: [Revenus et dépenses de l'ensemble des ménages - 2017](#)

- + Utiliser les leviers politiques: Lors des votations, des élections et de la participation à la vie politique, il faut orienter son comportement de manière à favoriser une économie alimentaire durable.
- + Exercer une influence directe sur le commerce de détail – p. ex. en tant que coopérateurs.

Buts pour une production durable et une consommation saine

- + Les denrées produites de manière durable et respectueuse des animaux et commercialisées avec équité forment la nouvelle norme. Cela signifie:
 - + Les normes et les labels sont adaptés en conséquence.
 - + Les conditions-cadres politiques garantissent et favorisent la consommation durable, saine et respectueuse des animaux.
- + Les consommateurs-trices choisissent des produits sains, durables et assurant le bien-être animal parce que l'État et le commerce les soutiennent activement dans cette démarche en réalisant activement de meilleurs environnements consommateurs et alimentaires, que cela en vaut financièrement la peine pour eux et qu'ils sont bien informés.
 - + L'empreinte climatique par personne (gaz à effet de serre) de la demande finale pour les denrées alimentaires, basée sur la comptabilité environnementale, diminue de 25 % d'ici 2030 par rapport à 2020²⁰.
 - + La restauration et l'État achètent durable. La proportion des denrées durables et respectueuses des animaux atteint au minimum 50 %. Les produits particulièrement critiques ne sont plus proposés.
 - + La diminution du gaspillage alimentaire contribue à la diminution des coûts. Les pertes évitables de denrées alimentaires se situent pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en dessous de 10 % de la quantité produite.
 - + Les recommandations de l'autorité sanitaire sont appliquées pour la consommation de viande (recommandation de la pyramide alimentaire).

²⁰ Voir la [Stratégie pour le développement durable 2030](#)

Exigences de l'Alliance Agraire

Mesures structurelles

Pour que l'évolution vers une consommation durable et respectueuses des animaux puisse se dérouler plus rapidement, aussi bien l'État que le commerce ont besoin de marges de manœuvre clairement définies. Et la nécessité de changements structurels est absolument incontournable pour pouvoir créer ce cadre.

Cela signifie:

- + Réalisation du «Swiss Green Deal», ce qui comprend aussi la politique agricole et alimentaire intégrée (à la manière de la stratégie de l'UE «De la ferme à la table»). Atténuation des conséquences sociales: Aucune personne ni région n'est délaissée.
- + Renforcement des droits de toutes les parties de la population à une alimentation saine et sûre et produite de manière durable et respectueuses des animaux (le droit humain à l'alimentation comprend la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité).
- + Gouvernance: Le Conseil fédéral, l'Administration et les différentes branches économiques créent les structures nécessaires pour la mise en place d'une consommation durable et saine et d'une réelle protection des consommateurs.
- + Amélioration de l'ancrage juridique de la consommation durable et de la protection des consommateurs-trices.
- + Renforcement de la préservation des droits des consommateurs-trices.
- + Renforcement des cycles régionaux – aussi transfrontaliers.
- + Renforcement du commerce transfrontalier durable. Relations commerciales ouvertes et durables, surtout en relation avec les pays européens. L'introduction de normes minimales et d'une déclaration dans les secteurs critiques comme la production animale doit être facilitée et rendue possible par le droit commercial.
- + Renforcement de l'efficacité de l'utilisation des ressources et diminution du gaspillage de denrées alimentaires.
- + Le thème de la consommation durable doit devenir un axe prioritaire de recherche. Participation de la recherche suisse aux programmes correspondants au niveau européen (cette participation est mise en danger à cause du manque de nouveaux accords-cadres avec l'UE).
- + Plateformes communes avec l'UE pour le développement de la consommation durable et compatible avec le bien-être animal.
- + Plans d'actions bio analogue à celui de l'UE (reliant la production, la filière de création de valeur et la consommation).
- + Plan d'action pour une alimentation durable et respectueuses des animaux.

Mesures d'accompagnement

Les consommateurs-trices sont aujourd'hui très souvent confrontés à des univers commerciaux et à des environnements alimentaires qui rendent difficiles les achats et l'alimentation durables et respectueux des animaux.

Il faut concevoir des environnements consuméristes et alimentaires appropriés pour améliorer nettement le soutien des consommateurs-trices dans leurs efforts pour une consommation durable et respectueuses des animaux.

Cela signifie:

- + Correction des incitations: Véracité des coûts, suppression des subventions contre-productives, limitation des publicités, abaissement de la TVA pour les denrées de production durable et respectueuse des animaux, taxes incitatives.
- + Formation de partenariats stratégiques pour le renforcement de la consommation durable et respectueuses des animaux (p. ex. Coop et Migros avec Bio Suisse, IP-SUISSE, Vache Mère Suisse) ainsi que de partenariats public-privé avec des objectifs contraignants.

Il faut élargir et mieux faire connaître l'éventail des possibilités de faire des choix sains et respectueux du social, de l'environnement et du bien-être animal.

- + Souveraineté alimentaire, agroécologie: Renforcement d'initiatives régionales comme p. ex. SoLaWi (agriculture solidaire) et les plateformes alimentaires urbaines.
- + Renforcement du rôle de l'État et des villes comme consommateurs durables et modèles: législation sur les achats durables, restauration collective durable, durabilité dans les écoles, les homes pour personnes âgées, les jardins d'enfants et les autres institutions du même genre.

Il faut faciliter l'accès aux informations et l'identification des variantes plus saines, plus durables et plus respectueuses des animaux.

- + Garantie de la liberté de choix des consommateurs-trices grâce à la transparence – et cela aussi bien dans le commerce de détail que pour la consommation hors domicile: Déclaration des provenances, comparabilité des normes de production et des labels, etc.
- + Renforcement ciblé des labels, des organisations et des interprofessions comme transmetteurs d'informations dans la filière de création de valeur: Promotion de l'innovation et des ventes, OQuaDu, etc.

- + Encouragement des campagnes publiques d'information sur les systèmes de production, le gaspillage alimentaire, la consommation de viande et, de manière générale, sur la consommation durable et compatible avec le bien-être animal.

Incitations par les prix pour des choix plus durables.

- + Renforcement de la transparence sur les marges tout le long de la filière de création de valeur.

Littérature supplémentaire :

- + [Topagrar: Brüssel will Licht in die Black Box bei Lebensmittelpreisen bringen](#)
- + [LID News: Schweden akzeptiert seine Landwirte](#)
- + [Blick.ch: Bei Coop und Migros ausverkauft: Esoterik-Label Demeter boomt](#)
- + [bioactualites.ch: Bio aussi à la cantine](#)
- + [WOZ: Der Fleischkonsum bleibt tabu](#)
- + [NZZ: Kantinen befinden sich im Kampf gegen den Klimawandel](#)
- + Tara Garnett, Sophie Mathewson, Philip Angelides and Fiona Borthwick, 2015, [Policies and actions to shift eating patterns](#). What works? A review of the effectiveness of interventions aimed at shifting diets in more sustainable and healthy directions.